

SENAT DE BELGIQUE BELGISCHE SENAAAT

SESSION DE 1954-1955.

ZITTING 1954-1955.

SEANCE DU 9 FEVRIER 1955.

VEGADERING VAN 9 FEBRUARI 1955.

Rapport de la Commission des Finances chargée d'examiner le projet de loi contenant le Budget des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1955.

Verslag van de Commissie van Financiën belast met het onderzoek van het wetsontwerp houdende de Begroting van Ontvangsten en Uitgaven voor Orde voor het dienstjaar 1955.

Présents : MM. Pierre DE SMET, président ; BOUILLY, BRIOT, de DORLODOT (Baron), DE MAERE, EDEBAU, HARMEGNIES, LACROIX, LEEMANS, MOLTER, MOUREAUX, Léon SERVAIS, VAN HOUTTE, VAN LAEYS, VAN LOENHOUT, WARNANT, WIARD et DOUTREPONT, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

Aux termes de l'article 24 de la loi sur la comptabilité de l'Etat, le budget pour l'Ordre ne devrait comprendre que des recettes et des dépenses étrangères au budget général de l'Etat ; il ne fait pas partie de ce budget. Mais en réalité, le budget pour l'Ordre couvre de nombreuses opérations que l'on désire faire échapper à certaines règles de la comptabilité, même à des règles que nous trouvons dans la Constitution, telle par exemple l'annuité. Le procédé est évidemment irrégulier, mais il a été admis à la faveur d'une lente évolution accomplie principalement au cours des vingt-cinq dernières années. C'est la méthode de facilité, devenue règle dominante dans l'administration, qui en est la cause. L'irrégularité, l'illégalité, ne comptent plus, dès que le procédé appliqué est plus pratique, est plus facile, évite un effort de recherche ou un petit travail supplémentaire. Le budget pour l'Ordre réalise l'exemple le plus achevé de cette mentalité, contre laquelle il semble vain de réagir.

Dans le budget de 1955, le Gouvernement a ajouté aux irrégularités devenues classiques à force d'avoir

Naar luid van artikel 24 van de wet op de Rijkscomptabiliteit zou de Begroting voor Orde alleen die ontvangsten en uitgaven mogen bevatten welke niet tot de algemene Rijksbegroting behoren ; zij maakt geen deel uit van die begroting. Doch in werkelijkheid dekt de Begroting voor Orde tal van verrichtingen die men aan zekere comptabiliteitsregels wil laten ontsnappen, en zelfs aan regels die in de Grondwet zijn neergelegd, als b.v. de eenjarigheid. Het spreekt vanzelf dat deze doenvijze onregelmatig is, maar zij werd gaandeweg aanvaard als gevolg van een langzame evolutie die zich vooral tijdens de jongste vijf en twintig jaar heeft voltrokken. De gemakzucht, die de heersende regel in de administratie is geworden, is hiervan de oorzaak. Onregelmatigheid en onwettelijkheid tellen niet meer zodra de toegepaste werkwijze praktischer en gemakkelijker is, een opzoeking of wat meer werk doet uitsparen. De Begroting voor Orde is het volmaakte voorbeeld van die geestesgesteldheid, waaraan blijkbaar niet veel meer te veranderen is.

In de begroting voor 1955 heeft de Regering aan de onregelmatigheden die reeds zoveel jaren ingang heb-

R. A. 4957.

R. A. 4957.

Voir :

Doc. du Sénat :

5-XXIII (Session de 1954-1955) : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

5-XXIII (Zitting 1954-1955) : Ontwerp overgemaakt door de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

été reproduites pendant déjà un bon nombre d'années, quelques nouvelles que nous voulons tout de même épingler.

Présentation nouvelle du budget.

Cependant, pour ne pas émettre que des critiques, nous commencerons par féliciter M. le Ministre des Finances pour la modification très heureuse, qu'il a apportée à la structure du budget pour Ordre et dont nous avons lu l'exposé à la page 42 du budget. La réforme est double :

A. — Les fonds sont regroupés en trois titres, suivant leur origine :

1° Fonds alimentés principalement par des crédits budgétaires ;

2° Fonds alimentés par des ressources destinées à être incorporées au budget, et

3° Fonds alimentés principalement par des ressources étrangères au budget de l'Etat.

Chacun de ces titres est subdivisé en trois chapitres, en fonction des modalités suivant lesquelles il est disposé des fonds, soit par recours au visa préalable de la Cour des Comptes, soit à l'intervention du Ministre des Finances, soit directement par les comptables des administrations, qui en ont opéré la recette.

B. — L'unique estimation chiffrée, figurant jusqu'à présent au budget pour Ordre, en regard du libellé des articles, est remplacée par quatre estimations, savoir :

1° Solde du fonds au 1^{er} janvier 1955 ;

2° Recettes du fonds au cours de l'année ;

3° Dépenses du fonds au cours de l'année ;

4° Solde du fonds au 31 décembre 1955.

La réforme est très intéressante ; elle rend le budget pour Ordre plus clair et plus méthodique.

Réserve au sujet du classement.

Néanmoins, nous devons formuler des réserves en ce qui concerne le classement attribué à certains fonds.

Nous relevons d'abord les caisses de prêts organisées dans divers ministères (Finances, Santé publique, Justice, Intérieur, Affaires étrangères, etc...). Les justifications sont mentionnées aux pages 47 et 48 du projet de budget.

Les articles figurent au titre III « Fonds alimentés principalement par des ressources étrangères au budget de l'Etat ».

A première vue, la classification sous cette rubrique paraît exacte puisque les recettes proviennent des remboursements effectués par les agents ; ceux-ci reçoivent

ben gevonden dat ze classiek geworden zijn, nog enkele nieuwe bijgevoegd, die wij toch willen aanstippen.

Nieuwe inkleiding van de begroting.

Doch om niet uitsluitend critiek te leveren, willen wij eerst de Minister van Financiën gelukwensen met de passende wijziging die hij gebracht heeft in de inkleiding van de Begroting voor Orde en waarvan de uiteenzetting gegeven is op blz. 42 van de Begroting. De hervorming is tweeledig :

A. — De fondsen worden onder drie titels ingedeeld, volgens hun oorsprong :

1° Fondsen voornamelijk gestijfd door begrotingskredieten ;

2° Fondsen gestijfd door geldmiddelen bestemd om in de begroting te worden opgenomen ;

3° Fondsen voornamelijk gestijfd door geldmiddelen die niet uit de Rijksbegroting voorspruiten.

Elk van die titels is onderverdeeld in drie hoofdstukken, op grond van de modaliteiten volgens welke over de fondsen wordt beschikt : hetzij na voorafgaand visum van het Rekenhof, hetzij door tussenkomst van de Minister van Financiën, hetzij rechtstreeks door de rekenplichtigen der besturen die de ontvangst verricht hebben.

B. — De algemene raming, die tot dusver op de Begroting voor Orde voorkwam tegenover de tekst van elk artikel, is vervangen door vier ramingen, namelijk :

1° Saldo van het fonds op 1 Januari 1955 ;

2° Ontvangsten van het fonds gedurende het jaar ;

3° Uitgaven van het fonds gedurende het jaar ;

4° Saldo van het fonds op 31 December 1955.

De hervorming is belangwekkend ; zij maakt de Begroting voor Orde duidelijker en methodischer.

Voorbehoud in verband met de classificatie.

Toch moeten wij enig voorbehoud maken in verband met de classificatie van sommige fondsen.

Wij vermelden eerst de leningkassen die in de verschillende ministeries (Financiën, Volksgezondheid, Justitie, Binnenlandse Zaken, Buitenlandse Zaken, enz.) zijn opgericht. Dit wordt verantwoord op blz. 47 en 48 van de ontwerp-begroting.

De artikelen komen voor onder titel III « Fondsen voornamelijk gespijsd door geldmiddelen die niet uit de Staatsbegroting voortspruiten ».

Op het eerste gezicht schijnt de classificatie onder deze rubriek juist, aangezien de ontvangsten voortkomen van terugbetalingen door personeelsleden ; deze

une certaine somme en prêt et remboursent par des mensualités retenues sur leurs traitements. Mais en fait, les fonds proviennent du budget, ce sont des ressources budgétaires qui ont servi à octroyer les prêts et le remboursement devrait se faire au budget des Voies et Moyens. L'artifice saute aux yeux ; il est utilisé dans le but de créer un fonds de roulement, qui dispensera de recourir ultérieurement aux crédits budgétaires. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les explications fournies aux pages 47 et 48 que nous venons de citer.

Mais cet artifice ne change rien, ne peut rien changer ni à l'origine des fonds, ni à la destination ultime. Ces fonds devraient figurer au titre II « Fonds alimentés par des ressources destinées principalement à être incorporées au budget ». Aucune limite de temps n'étant assignée à la conservation des fonds, qui sont inscrits à ce Titre II. Nous ne voyons pas la raison pour laquelle il n'en serait pas ainsi. D'autant plus que ce procédé affirmerait qu'il s'agit de fonds budgétaires et non de sommes appartenant à des tiers.

Fonds du Timbre.

Nous trouvons sous le n° 978/5 un poste « Fonds du timbre ». L'objet de ce fonds est précisé à la page 49 en ces termes : « Créer un fonds dont l'objet est d'assurer toutes opérations ayant trait à la réalisation et à l'écoulement des émissions spéciales de timbres, pour compte de personnes publiques ou privées, belges ou étrangères. Un arrêté royal fixera les attributions, le régime comptable, budgétaire et financier du Fonds. Cet arrêté royal stipulera entre autres : 1° les bénéfices réalisés par le Fonds seront affectés à des dépenses de modernisation de l'Atelier du timbre ; 2° les opérations du Fonds sont soumises au contrôle de l'inspection des finances et de la Cour des Comptes (à l'exclusion du visa préalable). »

Il s'agit sans doute des émissions spéciales de timbres avec surcharge de diverses valeurs, émissions devant profiter à certaines œuvres. Ce qui nous arrête dans cette affaire c'est d'abord la réalisation de bénéfices qui seront affectés à des dépenses de modernisation de l'Atelier du timbre. Ceci constitue une illégalité par dérogation à l'article 16 de la loi organique de la comptabilité : « Les ministres ne peuvent faire aucune dépense au delà des crédits ouverts à chacun d'eux. Ils ne peuvent accroître, par aucune ressource particulière, le montant des crédits affectés aux dépenses de leurs services respectifs. » Texte clair et formel. Cette disposition constitue également une inconstitutionnalité par dérogation à l'article 115 de la Constitution : « Toutes les recettes et toutes les dépenses doivent figurer au budget et dans les comptes. » C'est la règle de l'universalité.

laatsten ontvangen een zekere som in leen en betalen ze terug door maandelijkse inhoudingen op hun wedde. Maar feitelijk komen de gelden voort van de begroting, het zijn begrotingsmiddelen die gediend hebben om leningen toe te staan en de terugbetaling zou moeten geschieden op de Rijksmiddelenbegroting. De kunstgreep loopt in het oog ; men wil een bedrijfsfonds tot stand brengen ten einde later geen begrotingskredieten meer te moeten vragen. Om zich hiervan te overtuigen volstaat het de ophelderingen te lezen op de bovenvermelde blz. 47 en 48.

Doch deze kunstgreep verandert niets, en kan ook niets veranderen, noch aan de oorsprong van de gelden, noch aan de eindbestemming. Zij zouden moeten voorkomen onder titel II : « Fonds gespijsd door geldmiddelen voornamelijk bestemd om in de begroting te worden ingelijfd. » Aangezien er geen tijdsbeperking is gesteld voor de bewaring van de gelden onder deze titel II, zien wij niet in waarom dit niet wordt gedaan, te meer daar men aldus zou doen blijken dat het begrotingsmiddelen betreft en geen gelden toebehorende aan derden.

Zegelfonds.

Onder n° 978/5 vinden wij een post « Zegelfonds ». Het doel van dit fonds is op blz. 49 omschreven als volgt : « Een zegelfonds op te richten dat ten doel heeft alle verrichtingen te doen die verband houden met de verwezenlijking en de afzet van de speciale uitgaven van zegels voor rekening van openbare of private, Belgische of vreemde personen. De bevoegdheden en het boekhoudings-, begrotings- en financieel regime van het Fonds zullen vastgesteld worden bij een koninklijk besluit waarbij o.m. zal worden bepaald dat : 1° de door het Fonds gemaakte winst zal aangewend worden voor het moderniseren van de Zegelwerkplaats ; 2° de verrichtingen van het Fonds aan de controle van de Inspectie van Financiën en van het Rekenhof (met uitsluiting van het voorafgaand visum) onderworpen zijn. »

Het gaat hier blijkbaar over de speciale uitgaven van zegels met opdruk van verschillende waarden, welke uitgaven ten bate van bepaalde instellingen plaats hebben. Wat ons hier treft is vooreerst dat er winst gemaakt wordt die zal dienen voor de modernisering van de Zegelwerkplaats. Dit is in strijd met artikel 16 van de organieke wet op de comptabiliteit : « De ministers kunnen geen uitgave doen boven de aan ieder van hen geopende kredieten. Zij kunnen uit geen bijzondere bate het bedrag van de kredieten verhogen die voor de uitgaven van hun onderscheiden diensten bestemd zijn. » Deze tekst is klaar en uitdrukkelijk. De bepaling is tevens in strijd met artikel 115 van de Grondwet : « Al de ontvangsten en uitgaven van het Rijk moeten op de begrotingen en op de rekeningen worden gebracht. » Dat is de regel van de algemeenheid.

L'inscription de la somme du budget pour Ordre ne répond pas à l'exigence constitutionnelle. Ces opérations, qui figureront au budget, ne seront pas dans le compte définitif, puisque les opérations pour ordre n'y sont pas reprises. Or, le compte définitif du budget est le seul document soumis au Parlement pour entériner le contrôle parlementaire.

Ce qui nous arrête ensuite, c'est qu'un arrêté royal réglera le régime comptable, budgétaire et financier du Fonds et qu'il est déjà stipulé dès à présent que le contrôle de la Cour des Comptes, organe du Parlement, sera limité. Un arrêté royal est inopérant pour déterminer les méthodes de vérification à effectuer par la Cour des Comptes.

Il y a enfin la création même de ce Fonds par le canal du budget pour Ordre. Le budget n'est pas une loi au sens ordinaire du terme ; tous les auteurs de droit financier sont d'accord sur ce point. Il est donc très douteux que l'on puisse créer un fonds autonome par le seul vote des mots « Fonds du timbre », figurant à l'article 978 du budget pour Ordre.

Il est vrai que la note justificative invoque l'article 55 de la loi de comptabilité, disposant que « par dérogation de l'article 7 de la présente loi le régime de comptabilité des chemins de fer de l'Etat et des postes continuera provisoirement d'être suivi conformément aux arrêtés et règlements. L'organisation définitive de la comptabilité du chemin de fer de l'Etat fera l'objet d'une loi spéciale qui sera présentée dans la session de 1846-1847 ».

En fait, cette loi spéciale a été votée en 1926 au lieu de 1846-1847 !!

Mais peut-on réellement croire que le législateur de 1846 a voulu permettre au Ministre de déroger, en 1955, aux règles fondamentales de la comptabilité et de la Constitution ? Il a dit une seule chose : « Régions l'organisation des chemins de fer et des postes par une loi à adopter très prochainement, et en attendant les règlements organiques resteront d'application ». Cela ne signifie nullement que le Ministre des Communications peut agir arbitrairement et faire abstraction de toutes les règles légales et constitutionnelles. L'article 55 de la loi de 1846 ne peut servir à couvrir des illégalités et des inconstitutionnalités commises de propos délibéré en 1955.

En conséquence de ce qui précède y a-t-il lieu de biffer du budget l'article 978/5 ? Tel n'est pas l'avis du rapporteur.

En effet, il se conçoit très bien que le Ministre des Communications veuille mettre de l'ordre dans l'émission de timbres spéciaux et dans l'affectation des recettes qui en proviennent. L'idée est excellente et il y a lieu de le féliciter pour cette initiative, car il semble

De l'inscription op de Begroting voor Orde voldoet niet aan de grondwettelijke eis. Die verrichtingen zullen in de begroting voorkomen, maar niet in de eindrekening, vermits de verrichtingen voor orde daarin niet worden opgenomen. Doch de eindrekening van de begroting is het enige stuk dat aan het Parlement wordt voorgelegd ter uitoefening van de parlementaire controle.

Verder treft het ons dat het boekhoudings-, begrotings- en financieel regime van het Fonds bij koninklijk besluit geregeld zal worden en dat reeds nu is bepaald dat de controle van het Rekenhof, het orgaan van het Parlement, beperkt zal zijn. Een koninklijk besluit kan niet bepalen welke methoden het Rekenhof te volgen heeft bij de verificatie.

Ten slotte is er het feit dat dit Fonds opgericht wordt via de Begroting voor Orde. De begroting is geen wet in de gewone zin van het woord ; alle auteurs van financieel recht zijn het hierover eens. Het valt dus zeer te betwijfelen of men een zelfstandig fonds kan oprichten alleen door goedkeuring van het woord « Zegelfonds » in artikel 978 van de Begroting voor Orde.

Wel wordt ter verantwoording artikel 55 van de wet op de comptabiliteit aangevoerd, waarin bepaald is : « In afwijking van artikel 7 van deze wet blijft de wijze van boekhouding van de Staatsspoorwegen en de posten voorlopig in gebruik overeenkomstig de besluiten en verordeningen. De bepaalde inrichting van de boekhouding van de Staatsspoorwegen zal geregeld worden door een afzonderlijke wet, die in de zitting van 1846-1847 zal ingediend worden ».

Feitelijk is deze speciale wet goedgekeurd in 1926 in plaats van in 1846-1847 !!

Maar is het werkelijk te geloven dat de wetgever van 1846 aan de Minister de toelating heeft willen geven om, in 1955, af te wijken van de grondregelen van de comptabiliteit en van de Grondwet ? Hij heeft alleen dit gezegd : « Wij zullen de inrichting van de spoorwegen en van de posten regelen door een wet welke zeer binnenkort zal aangenomen worden en in afwachting zullen de organieke reglementen van toepassing blijven ». Dit betekent geenszins dat de Minister van Verkeerswezen willekeurig mag handelen en alle wettelijke en grondwettelijke regelen over het hoofd zien. Artikel 55 van de wet van 1846 mag niet dienen om in 1955 bewust gepleegde onwettelijkheden en ongrondwettelijkheden te dekken.

Moet nu, op grond van hetgeen voorafgaat, artikel 978/5 uit de begroting geschrapt worden ? Dit is niet de opvatting van de verslaggever.

Immers, het is zeer goed te begrijpen dat de Minister van Verkeerswezen orde wil brengen in de uitgifte van bijzondere zegels en het gebruik van de desbetreffende ontvangsten. De gedachte is uitstekend en de Minister verdient alle lof voor dit initiatief, want

bien que cette branche de service manquait d'organisation. Faut-il pour cela recourir à des moyens illégaux ? Le Ministre ne peut pas augmenter d'une manière indirecte les crédits mis à sa disposition pour l'Atelier du Timbre. Si besoin en est, il peut proposer l'augmentation des crédits ordinaires du budget. Le Parlement ne lui refusera pas ces allocations indispensables.

Que peut rapporter en bénéfices l'émission de timbres spéciaux ? Le budget prévoit un mouvement de 10 millions en recettes et 9 millions en dépenses. Le bénéfice doit être insignifiant au regard de ce que nécessite l'activité de l'Atelier du timbre. Pourquoi dès lors recourir pour si peu de choses à des méthodes inconstitutionnelles ?

Pour éliminer celles-ci sans obliger de renvoyer le budget devant la Chambre des Représentants, le rapporteur suggère ce qui suit : « Le Fonds du timbre prévu dans le corps du budget, sera maintenu étant entendu qu'il s'agit d'un compte du budget pour Ordre servant uniquement aux opérations des émissions spéciales du timbre. En recette il y aurait le produit brut du timbre dont l'émission aurait été autorisée et en dépense les frais de fabrication plus les remises aux œuvres bénéficiaires. S'il reste un bénéfice le ministre pourrait augmenter la part des œuvres ».

De cette manière, il n'y a pas lieu d'élaborer une réglementation spéciale, le compte suivrait, en effet, pour la comptabilisation et les contrôle des règles ordinaires des autres comptes du chapitre où il figure.

Bref, la note justificative ne serait pas exécutée ; elle serait considérée comme inexistante et le budget ne devrait pas retourner devant la Chambre des Représentants, puisqu'il n'y a pas de vote sur la note justificative.

Le Gouvernement ayant marqué son accord sur cette suggestion, la Commission propose au Sénat de l'adopter.

Budget brut et budget net.

Nous revenons une fois de plus sur le transfert au budget pour Ordre des divers postes ouverts jusqu'en 1952 au budget des Non-Valeurs et Remboursements.

Lorsque la question du budget brut et du budget net a été discutée au Sénat le 22 juin 1954, M. le Ministre des Finances, après avoir demandé de voter les budgets tels qu'ils étaient présentés par le précédent gouvernement, « attendu que cela constituerait une besogne considérable de les modifier en cours d'exercice », a déclaré : « Je puis promettre à ces honorables membres (MM. Dierckx et Doutrepoint) que je tiens

het schijnt wel dat er in deze tak van dienst niet goed georganiseerd is. Doch moet daarom naar onwettelijke middelen gegrepen worden ? De Minister mag de kredieten die hij ter beschikking krijgt voor de Zegelwerkplaats, niet op indirecte wijze verhogen. Zo nodig kan hij voorstellen de gewone begrotingskredieten op te voeren. Het Parlement zal hem die onmisbare middelen niet weigeren.

Wat kan de uitgifte van speciale zegels opbrengen ? De begroting raamt de ontvangsten op 10 miljoen en de uitgaven op 9 miljoen. Deze winst zal wel onbeduidend zijn tegenover de ontzaglijke behoeften van de Zegelwerkplaats. Waarom dan voor zo weinig zaaks ongrondwettelijke methoden toepassen ?

Om deze uit te schakelen, zonder dat de begroting naar de Kamer terug moet, stelt de verslaggever voor wat volgt : « Het Zegelfonds waarvan sprake in de begroting wordt gehandhaafd, met dien verstande dat het een rekening betreft van de Begroting voor Orde, welke enkel dient voor de verrichtingen van de speciale uitgiften van zegels. Als ontvangst zou daarin voorkomen de bruto-opbrengst van het zegel waarvan de uitgifte werd toegelaten en als uitgave de fabricatiekosten, vermeerderd met hetgeen aan de betrokken instellingen wordt afgedragen. Blijft er winst over, dan zou de Minister het aandeel van de instellingen kunnen verhogen ».

Zo zou er geen speciale regeling nodig zijn, de rekening zou immers, wat de comptabiliteit en de controle betreft, onderworpen zijn aan de gewone regelen die gelden voor de overige rekeningen van het hoofdstuk waarin zij voorkomt.

Kortom, de verantwoordingsnota zou niet worden uitgevoerd ; ze zou als onbestaande worden beschouwd en de begroting zou niet naar de Kamer moeten teruggaan, vermits over de verantwoordingsnota niet wordt gestemd.

De Regering heeft zich akkoord verklaard met deze suggestie en de Commissie stelt dus aan de Senaat voor, ze te aanvaarden.

Bruto- en netto-begroting.

Wij komen nogmaals terug op de overschrijving op de Begroting voor Orde, van de onderscheidene posten die tot in 1952 op de Begroting van Kwade Posten en Terughbetalingen waren uitgetrokken.

Toen de kwestie van de bruto- en de netto-begroting op 22 Juni 1954 in de Senaat ter sprake kwam, verzocht de Minister van Financiën de begrotingen goed te keuren zoals ze door de vorige regering waren ingediend, « omdat het een aanzienlijk werk zou zijn de inkleding van de thans ten uitvoer gelegde begroting te wijzigen » en verklaarde hierna : « Ik kan de achtbare leden (de hh. Dierckx en Doutrepoint) beloven dat

compte de leurs observations et que je m'en inspirerai lors de la rédaction des propositions de budgets pour 1955 ».

Or, nous constatons qu'il n'en est rien ; s'il a ajouté au budget des Voies et Moyens quelques chiffres qui devraient être considérés comme ceux d'un budget brut, ceci n'a aucune signification ni aucune portée. Ces chiffres bruts ne sont pas ceux qui sont votés par le Parlement, ni ceux qui sont pris en comptabilité. Nous ne les avons pas votés dans le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1955 ; nous ne les verrons pas figurer dans le compte de cet exercice. Ainsi nous continuons à admettre, contrairement à la disposition constitutionnelle, un budget net au lieu d'un budget brut.

La question est donc restée entière. Il s'agit pour 1955 d'un montant de $\pm 6 \frac{1}{2}$ milliards qui seront camouflés dans les écritures. Le détail se trouve aux pages 51, 52 et 53 du projet de budget.

Nous ne reprendrons pas l'argumentation déjà développée antérieurement. Elle est suffisamment connue. Mais nous voulons cependant ajouter que nous avons trouvé un appui dans un livre, préfacé par notre collègue M. Van Houtte. Il s'agit de l'ouvrage intitulé : « Comptabilité publique et comptabilité nationale », élaboré par un groupe de membres de l'Institut belge des Finances publiques. Votre rapporteur en a déjà parlé ; c'est un ouvrage des plus intéressants et qui est digne de recevoir les plus vifs éloges. Voici ce que les auteurs, patronnés par notre collègue M. Van Houtte, écrivent à la page 60 : « Le second principe constitutionnel de notre régime budgétaire est celui de l'universalité du budget et des comptes ou encore de la totalité budgétaire. Il signifie que toutes les recettes et toutes les dépenses de l'Etat doivent être inscrites dans les budgets et dans les comptes sans contraction et sans affectation particulière ; il s'agit de la méthode qualifiée « le budget brut ».

Donc, les auteurs présentent le budget brut comme une exigence de notre Constitution. Votre rapporteur n'a pas cessé de le démontrer au cours des années 1953 et 1954, lors de l'examen des budgets des Voies et Moyens, des recettes et des dépenses pour Ordre et des Non-Valeurs et Remboursements.

Il a affirmé également que l'inscription au budget pour Ordre ne pouvait satisfaire cette exigence. Là aussi les mêmes auteurs (page 120) donnent raison à votre rapporteur en ces termes : « Bien que les recettes et les dépenses pour Ordre fassent l'objet d'un document spécial, dénommé « budget des recettes et des dépenses pour Ordre », elles ne sont pas considérées comme des opérations budgétaires proprement dites. Aussi, le budget pour Ordre est-il plutôt considéré comme un budget pro forma.

ik met hun opmerkingen rekening houdend en dat ik mij voor de begroting van 1955 hierdoor zal laten leiden. »

Welnu, wij stellen vast dat er niets van terecht kwam ; de enkele getallen welke aan de Rijksmiddelenbegroting werden toegevoegd en zouden moeten worden beschouwd als die van de bruto-begroting, hebben zin noch betekenis. Het zijn niet de bruto-cijfers welke het Parlement heeft goedgekeurd noch die welke in de boekhouding worden opgenomen. Wij hebben ze niet goedgestemd op de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1955 ; wij zullen ze niet weervinden in de rekening over het dienstjaar 1955. Zo gaan wij, in strijd met de Grondwet, voort, een netto-begroting in plaats van een bruto-begroting, aan te nemen.

Het vraagstuk blijft dus onverminderd bestaan. Voor 1955 gaat het om een bedrag van circa 6,5 miljard, dat in de schriften zal worden weggemoffeld. Nadere bijzonderheden worden verstrekt op blz. 51, 52 en 53 van het ontwerp van begroting.

Wij komen niet meer terug op onze eerder ingebrachte argumenten. Deze zijn genoegzaam bekend. Maar wij wensen er nochtans aan toe te voegen dat onze stelling steun heeft gevonden in een boek, dat ingeleid is door onze collega de h. Van Houtte. Dit boek, getiteld : « Comptabilité publique et comptabilité nationale », is geschreven door een groep leden van het Belgisch Instituut voor Openbare Financiën. Uw verslaggever heeft er reeds over gesproken ; het is een zeer merkwaardig werk, dat de grootste lof verdient. Ziehier wat de auteurs, die door onze collega de h. Van Houtte worden gepatroneerd, op blz. 60 schrijven : « Het tweede grondwettelijk beginsel van onze begrotingsregeling is dat van de universaliteit van de begroting en de rekeningen of anders gezegd dat van de begrotingstotaliteit. Dit betekent dat elke ontvangst en elke uitgaaf van de Staat, zonder inkrimping en zonder bijzondere bestemming in de begrotingen en in de rekeningen worden opgenomen ; deze regeling wordt « bruto-begroting » genoemd ».

De schrijvers stellen dus de bruto-begroting voor als een eis van de Grondwet. Uw verslaggever heeft in de jaren 1953 en 1954 niet afgelaten zulks te bewijzen bij de behandeling van de Rijksmiddelenbegrotingen, de begrotingen van Ontvangsten en Uitgaven voor Orde en die van Kwade Posten en Terugbetalingen.

Hij heeft ook verklaard dat de uittrekking op de begroting voor Orde aan deze eis niet kon voldoen. Ook op dit punt geven dezelfde schrijvers (blz. 20) aan uw verslaggever gelijk in dezer voege : « Al zijn de ontvangsten en uitgaven voor Orde vervat in een bijzonder stuk, de « begroting van ontvangsten en uitgaven voor Orde », toch worden ze niet als eigenlijke begrotingsverrichtingen beschouwd. De begroting voor Orde wordt dan ook veeleer als een pro-forma-begroting aangezien.

» S'il fait l'objet d'un acte législatif avant son exécution, ses opérations ne sont pas consacrées par aucune sanction législative après exécution. La loi portant règlement définitif du budget, les ignore. »

Voilà la thèse de votre rapporteur, confirmée de point en point.

La seule conclusion qui s'impose est de considérer que la méthode du budget net est anticonstitutionnelle et qu'il y a lieu, pour le gouvernement actuel, d'y renoncer.

En outre, il doit y avoir possibilité de réduire sensiblement les 6 1/2 milliards que l'on fait payer au contribuable pour les lui rembourser ultérieurement. Si cette somme est réduite, l'inconvénient que le Gouvernement allègue, est levé aussi et nous pouvons en revenir à l'observance stricte de notre Constitution.

Aux objections constitutionnelles émises ci-dessus, le Ministre répond que le Gouvernement déposera un projet de loi, qui légalisera la situation.

M. Van Houtte, ancien premier ministre, fait observer qu'en préfaçant l'ouvrage cité dans le rapport, il n'a pas entendu souscrire à toutes les thèses qui y sont défendues.

Etant au pouvoir, il a pu constater les anomalies auxquelles peut mener la stricte application de la théorie du « budget brut ».

Il cite comme exemple le fait que, par application de la méthode du « budget brut », certaines recettes, notamment en matière d'impôts de guerre, lui furent un jour présentées comme recettes « négatives ».

La pratique n'était d'ailleurs pas une innovation ; elle permet de tenir compte dans les prévisions des non-valeurs et des remboursements. Elle est plus claire parce qu'elle prévoit des recettes « probables » et non des recettes « purement théoriques ».

Le rapporteur maintient son point de vue : le budget net est une pratique regrettable, qui réduit à néant le contrôle que le Parlement doit exercer sur l'exécutif. Il insiste sur la nécessité d'observer les règles constitutionnelles qui permettent d'ailleurs plus de clarté et de publicité, qui sont indispensables pour un contrôle efficace.

Fonds divers.

Aux articles 833, 834, 835, 861, 862, 863, 864 nous trouvons des fonds qui accusent un solde de centaines de millions au 1^{er} janvier 1955 et également au 31 décembre 1955.

Des questions ont été posées de savoir, quelles sont les circonstances qui provoquent cette situation, les raisons qui motivent le transit de certaines opérations

» Hoewel deze begroting, vóór haar tenuitvoerlegging, het voorwerp is van een wetgevende handeling, worden de daarin bedoelde verrichtingen naderhand niet bij de wet bekrachtigd. De wet houdende eindregeling van de begroting kent ze niet. »

Dit is de stelling van uw verslaggever, punt voor punt bevestigd.

Het enige besluit is dat de methode van de netto-begroting ongrondwettelijk moet worden geacht en dat de huidige Regering er dient van af te zien.

Bovendien moet het mogelijk zijn de 6,5 milliard die men de belastingplichtige doet betalen om ze hem achteraf terug te betalen, gevoelig te verminderen. Wordt dit bedrag ingekrompen, dan komt ook het bezwaar van de Regering te vervallen en kunnen wij terugkeren tot een stipte naleving van de Grondwet.

Op de vorgenoemde grondwettelijke bezwaren antwoordt de Minister dat de Regering een wetsontwerp zal indienen tot wettiging van de toestand.

De h. Van Houtte, voormalig Eerste-Minister, merkt op dat hij, door een inleiding voor het in dit verslag genoemde werk te schrijven, niet heeft willen te kennen geven dat hij het eens is met al de stellingen die er in verdedigd worden.

Toen hij aan het bewind was heeft hij zich kunnen rekenschap geven van de ongerijmdheden waartoe de stipte toepassing van de theorie der « bruto-begroting » kan leiden.

En hij geeft een voorbeeld : sommige ontvangsten inzake oorlogsbelastingen werden hem, krachtens de « bruto-begroting », op zekere dag voorgesteld als « negatieve » ontvangsten.

Deze praktijk was trouwens niet nieuw ; zij maakt het mogelijk bij de ramingen rekening te houden met de kwade posten en terugbetalingen. Zij is ook duidelijker omdat aldus niet « louter theoretische » maar wel « vermoedelijke » ontvangsten worden geraamd.

De verslaggever blijft bij zijn mening : de netto-begroting is een betreurenswaardige methode, die de contrôle van het Parlement op de uitvoerende macht onmogelijk maakt. Hij dringt aan op naleving van de grondwettelijke bepalingen, die trouwens meer klaarheid en openbaarheid waarborgen, zonder welke een doelmatige contrôle niet mogelijk is.

Verschillende fondsen.

Onder de artikelen 833, 834, 835, 861, 862, 863 en 864 vinden wij fondsen die een saldo van honderden millioenen aanwijzen, zowel op 1 Januari 1955 als op 31 December 1955.

Er werd gevraagd, wat de oorzaak is van deze toestand en waarom sommige verrichtingen gedaan worden door een fonds voor orde in plaats dat de be-

par un fonds pour ordre au lieu du versement direct à l'article afférent du budget des Voies et Moyens.

Nous donnons ci-dessous les réponses de l'Administration.

Art. 833.

Opérations effectuées pour compte de l'Administration des Douanes et Accises au profit d'autres administrations. (Taxes de transmission.)

Il s'agit de recettes effectuées par les comptables de l'Administration des Douanes et Accises pour compte des Contributions et de l'Enregistrement. Les recettes faites au cours d'un mois déterminé sont mises à la disposition de l'Administration des Contributions et de l'Enregistrement au cours du mois suivant et ce à l'intervention de l'Administration de la Trésorerie. Les soldes au 1^{er} janvier sont donc constitués par les recettes du mois de décembre précédent.

Art. 834.

Opérations effectuées pour compte de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines au profit d'autres administrations.

Il s'agit de versements effectués mensuellement par certains commerçants, au cours d'une année déterminée, en vue de l'obtention de vignettes fiscales qui ne leur sont délivrées qu'au début de l'année suivante.

La recette budgétaire n'était jusqu'à présent constatée qu'au moment de la délivrance des vignettes. Toutefois l'Administration a estimé qu'il était plus indiqué que les versements mensuels fassent directement l'objet d'une inscription en recette de voies et moyens.

Cet article disparaîtra donc au cours de l'année 1955.

Art. 835.

Opérations effectuées par l'Administration des Postes pour compte de l'Administration de l'Enregistrement.

Les soldes signalés représentent les recettes effectuées par la Poste du chef de la vente de timbres fiscaux pendant le mois de décembre, et dont le transfert à l'Administration de l'Enregistrement n'a lieu qu'au cours du mois suivant.

Comme la comptabilité est organisée sur des bases mensuelles, il n'y a pas possibilité de procéder à ce transfert avant que ne soient connus les chiffres de ces recettes, c'est-à-dire les premiers jours de janvier.

dragen rechtstreeks gestort worden op het desbetreffende artikel van de Rijksmiddelenbegroting.

Wij geven hierna het antwoord van de Administratie.

Art. 833.

Verrichtingen gedaan voor rekening van het Bestuur der Douanen en Accijnzen ten behoeve van andere besturen. (Overdrachtsbelasting.)

Het gaat om ontvangsten verricht door de rekenplichtigen van het Bestuur der Douanen en Accijnzen voor rekening van de Belastingen en van de Registratie. De in de loop van een bepaalde maand gedane ontvangsten worden in de loop van de volgende maand ter beschikking gesteld van het Bestuur der Directe Belastingen en der Registratie, en dit door bemiddeling van het Bestuur der Thesaurie. De saldi op 1 Januari worden dus gevormd door de ontvangsten van de vorige maand December.

Art. 834.

Verrichtingen gedaan voor rekening van het Bestuur der Registratie en Domeinen ten behoeve van andere besturen.

Het betreft bedragen welke door zekere handelaars elke maand van een bepaald jaar worden gestort met het oog op het bekomen van fiscale vignetten, die zij slechts bij het begin van het volgende jaar ontvangen.

De begrotingsontvangst werd tot dusver eerst bij de aflevering der vignetten vastgesteld. Nochtans heeft het Bestuur het wenselijken geacht, dat de maandelijke stortingen rechtstreeks het voorwerp zouden uitmaken van een inschrijving als ontvangst der Rijksmiddelen.

Dit artikel zal derhalve in de loop van het jaar 1955 verdwijnen.

Art. 835.

Verrichtingen gedaan door het Bestuur der Posterijen voor rekening van het Bestuur der Registratie.

De vermelde saldi vertegenwoordigen de door de Post verrichte ontvangsten uit hoofde van de verkoop van fiscale zegels tijdens de maand December, en waarvan de overschrijving naar het Bestuur der Registratie slechts plaats heeft in de loop van de volgende maand.

Daar de boekhouding op maandelijke grondslagen ingericht is, bestaat er geen mogelijkheid om tot deze overschrijving over te gaan vooraleer de cijfers van deze ontvangsten bekend zijn, d.w.z. de eerste dagen van Januari.

Art. 861.

Ministère des Finances — Administration des Contributions directes. Taxes payées anticipativement (marchands ambulants, automobiles, etc.), sommes versées chez les receveurs des contributions et provisoirement sans affectation, perceptions non encore virées pour compte de collègues.

L'article 861 se rapporte aux perceptions qui ne peuvent recevoir une destination définitive au moment du versement.

Parmi celles-ci, il y a lieu de citer les taxes payées en décembre au titre d'impôts dus pour l'exercice portant le millésime de l'année suivante (taxe professionnelle des marchands ambulants; taxe de circulation sur les véhicules automobiles) ou au titre de versements à valoir sur les cotisations restant à enrôler pour l'exercice en cours. Une affectation définitive est donnée à ces sommes, en janvier pour les premières, après enrôlement de l'impôt pour les secondes.

Les autres perceptions visées au susdit article et pouvant laisser un solde au 31 décembre sont des sommes qui doivent être tenues en suspens en attendant que soient produits les renseignements nécessaires à leur affectation correcte (sommes versées sans indication suffisante concernant l'identité du contribuable, l'exercice fiscal en cause, l'article du rôle, la nature de l'impôt, etc.). Fréquemment, les recherches effectuées en vue de cette affectation n'aboutissent que longtemps après réception du versement : ces recherches sont poursuivies activement dans chaque cas et il n'est pas possible de remédier autrement à la situation.

Art. 862/1.

Sommes versées pour garantie de droits et d'amendes éventuellement dus.

Cet article est destiné à enregistrer les cautions fournies pour les droits-taxes et amendes éventuellement dus.

Le solde est constitué par le montant des cautions qui au 31 décembre n'ont pas encore été remboursées ou affectées définitivement.

Cet article présentera donc toujours un solde assez important.

Art. 862/3.

Loyers de bâtiments perçus pour le compte de l'Administration de l'Enregistrement.

Ces soldes sont constitués par des sommes — peu importantes d'ailleurs — que des receveurs des douanes et accises n'ont pu transférer, pour des motifs divers, à leurs collègues des autres administrations, avant le 31 décembre.

Art. 861.

Ministerie van Financiën — Bestuur der Directe Belastingen. Voorafbetaalde belastingen (rondreizende kooplieden, automobielen, enz.), sommen gestort bij de ontvangers der belastingen en voorlopig zonder bestemming, nog niet overgebrachte inningen voor rekening van collega's.

Artikel 861 heeft betrekking op de inningen, welke op het ogenblik van de storting geen definitieve bestemming kunnen krijgen.

Onder deze dient men aan de stippen de in December betaalde belastingen als belastingen verschuldigd voor het dienstjaar houdende het jaartal van het volgende jaar (bedrijfsbelasting voor rondreizende kooplieden; verkeersbelasting op de autovoertuigen) of als stortingen in mindering van de voor het lopende dienstjaar nog op de kohieren te brengen aanslagen. Een definitieve bestemming wordt aan deze sommen gegeven, in Januari voor de eerste, nadat de belasting op de kohieren is gebracht voor de tweede.

De andere inningen, bedoeld in voornoemd artikel en kunnende op 31 December een saldo nalaten, zijn sommen die in beraad moeten gehouden worden in afwachting dat de nodige inlichtingen voor hun juiste bestemming voorgelegd worden (sommen gestort zonder voldoende aanduiding betreffende de identiteit van de belastingschuldige, het betrokken fiscaal dienstjaar, het artikel van het kohier, de aard van de belasting, enz.). Dikwijls leveren de met het oog op deze bestemming gedane opzoekingen slechts een resultaat op lang na de ontvangst van de storting; de opzoekingen worden in elk geval actief voortgezet en het is niet mogelijk deze toestand op een andere wijze te verhelpen.

Art. 862/1.

Sommen gestort tot waarborg van eventueel verschuldigde rechten en boeten.

Dit artikel is bestemd om de borgtochten voor de eventueel verschuldigde rechten-taxes en boeten op te tekenen.

Het saldo wordt gevormd door het bedrag van de borgtochten, die op 31 December nog niet terugbetaald of definitief aangewend waren.

Dit artikel zal bijgevolg altijd een nogal belangrijk saldo aanwijken.

Art. 862/3.

Huurprijzen voor gebouwen, geïnd voor rekening van het Bestuur der Registratie.

Deze saldi worden gevormd door — trouwens weinig belangrijke — sommen welke de ontvangers der douanen en accijnzen, om verschillende redenen, vóór de 31^{ste} December aan hun collega's van andere besturen niet hebben kunnen overdragen.

Art. 862/5.

Taxes sur les transports perçues pour compte de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Les receveurs des douanes et accises sont tenus de virer aux receveurs de l'Enregistrement et des Domaines les recettes faites à titre de taxe sur les transports au cours d'un mois déterminé, avant le 5 du mois suivant. Le solde au 31 décembre est donc constitué par des sommes qui, à cette date, n'ont pas encore fait l'objet d'un virement au profit d'un receveur de l'enregistrement et des domaines.

Art. 862/6.

Droits de navigation recouverts au profit du Service de Navigation.

Les recettes de cette nature sont transférées au Service de la Navigation une fois par an. Le solde est donc constitué par les recettes de l'année.

D'une façon générale on peut dire que ces diverses rubriques de l'article 862 présenteront nécessairement un solde au 31 décembre, puisque les receveurs ne peuvent faire les virements au profit de leurs collègues avant de connaître le montant total de leurs recettes.

Art. 863.

Taxes assimilées au timbre, acquittées sur relevés mensuels au moyen de machines à timbrer — 200 millions.

Certains commerçants sont, à la faveur d'une autorisation spéciale, dispensés de timbrer leurs factures, à la condition notamment :

1° de verser mensuellement au Trésor le montant des taxes exigibles sur les factures délivrées au cours du mois précédent ;

2° de timbrer, à l'expiration de leur exercice comptable, des relevés récapitulatifs de toutes les factures adressées à un même client pendant cet exercice.

Pour effectuer ce timbrage, le commerçant qui utilise une machine à timbrer reçoit des cartons de timbrage pour un montant égal à celui des versements mensuels effectués.

Les sommes versées ayant été jusqu'à ces derniers temps considérées comme des acomptes sur la valeur de ces cartons, elles étaient, à ce titre, comptabilisées sous l'article 863. A l'occasion de la remise des cartons, elles étaient transférées à due concurrence au budget des voies et moyens.

Mais l'administration, ayant estimé depuis que la délivrance des relevés et leur timbrage n'ont, en fait, d'autre raison d'être que de mettre les clients du commerçant en possession d'un document portant la justi-

Art. 862/5.

Taxes op het vervoer, geïnd voor rekening van het Bestuur der Registratie en Domeinen.

De ontvangers der Douanen en Accijnzen zijn gehouden de ontvangsten als taxes op het vervoer in de loop van een bepaalde maand vóór de 5^e van de volgende maand aan de ontvangers der Registratie en Domeinen over te dragen. Het saldo op 31 December wordt aldus gevormd door sommen welke, op deze datum, nog niet overgedragen waren aan een ontvanger der Registratie en Domeinen.

Art. 862/6.

Scheepvaartrechten geïnd ten behoeve van de Dienst der Scheepvaart.

De ontvangsten van deze aard worden éénmaal per jaar aan de Dienst der Scheepvaart overgedragen. Het saldo wordt derhalve gevormd door de ontvangsten van het jaar.

In het algemeen mag men zeggen, dat op 31 December deze verschillende rubrieken van artikel 862 noodzakelijkerwijze een saldo zullen aanwijzen, vermits de ontvangers de overschrijvingen ten bate van hun collega's niet mogen doen, vooraleer het totaal bedrag van hun ontvangsten te kennen.

Art. 863.

Met het zegel gelijkgestelde taxes gekweten op jaarlijkse opgave door middel van zegelmachines — 200 miljoen.

Zekere handelaars zijn, bij bijzondere machtiging, er van ontslagen hun facturen te zegelen, op voorwaarde :

1° maandelijks aan de Schatkist het bedrag te storten van de taxes welke eisbaar zijn op de in de loop van de voorgaande maand afgeleverde facturen ;

2° bij het verstrijken van hun boekjaar, verzamelen opgaven van al de tijdens dit jaar aan een zelfde cliënt gezonden facturen te zegelen.

Om deze zegeling te verrichten ontvangt de handelaar die een zegelmachine gebruikt, kartons voor een zelfde bedrag als dat van de gedane maandelijksse stortingen.

Daar de gestorte sommen de laatste tijd nog beschouwd werden als afkortingen op de waarde van deze kartons, werden zij, uit dezen hoofde, gecompabiliseerd onder artikel 863. Ter gelegenheid van de afgifte dezer kartons werden zij, tot beloop van het overeenstemmend bedrag, overgedragen op de Rijksmiddelenbegroting.

Doch aangezien het bestuur sedertdien heeft erkend dat de aflevering van jaarlijkse opgaven en hun zegeling, in feite, geen andere reden van bestaan hebben dan de cliënten van de handelaar in bezit te stellen

fication du paiement de l'impôt, a décidé d'attribuer aux versements mensuels, à partir de 1955, le caractère de recettes définitives du budget des voies et moyens, dès leur inscription en comptabilité et non plus seulement à l'occasion de la délivrance des cartons. Cette nouvelle mesure entraînera, pour 1956, la suppression de l'article 863.

*
**

La Commission a marqué son accord sur l'insertion des réponses ci-dessus ; en effet, elles constituent une documentation des plus intéressantes et démontrent, par la suppression des articles 834 et 863 dans le budget de 1956, l'utilité des questions posées.

Taxes perçues anticipativement sur les appareils privés de radiodiffusion.

Le fonds faisant l'objet de l'article 864, possède 700 millions au début de l'année, il réalise 300.000 fr. de recettes et 300.000 fr. de dépenses et il se trouve encore avec un solde de 700 millions au 31 décembre 1955.

Aux renseignements demandés, le Ministre des Communications a répondu ce qui suit :

« Le produit des redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion est comptabilisé au budget des voies et moyens (art. 102/1).

» Toutefois, de nombreux détenteurs de postes récepteurs versent leur redevance avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel elle se rapporte.

» Comme il n'est pas possible de les imputer régulièrement au moment du versement, la Cour des Comptes a prescrit de les comptabiliser au budget pour ordre en attendant l'ouverture de l'exercice.

» Dès que ce dernier est ouvert les sommes sont transférées du budget pour ordre au budget des voies et moyens.

» L'avoir du fonds au 1^{er} janvier 1955 représente le total des redevances pour 1955 versées en 1954, tandis que le solde au 31 décembre 1955 constitue l'évaluation des versements qui seront faits au cours de cette année pour 1956.

» Quant aux 300.000 francs de recettes prévues en cours d'exercice, il s'agit de versements qui ne peuvent recevoir une affectation définitive au moment de la perception.

» Ainsi qu'il résulte de ce qui précède, cet article constitue en fait un compte de transition. »

Avances consenties par le Trésor colonial.

La Commission a demandé des renseignements détaillés au sujet des avances du Trésor colonial visées dans le libellé de l'article 972/2.

van een document ten blijke van de betaling der belasting, heeft hetzelfde beslist, van 1955 af, aan de maandelijkse stortingen het karakter van definitieve ontvangsten der Rijksmiddelenbegroting toe te kennen vanaf de opname in de comptabiliteit en niet enkel meer bij de aflevering der kartons. Deze nieuwe maatregel brengt, voor 1956, de afschaffing mede van artikel 863.

*
**

De Commissie was het eens met de opneming van bovenstaande antwoorden in het verslag ; zij vormen inderdaad een zeer belangwekkende documentatie en bewijzen dat de gestelde vragen hun nut hadden, aangezien de artikelen 834 en 863 in de Begroting voor 1956 afgeschaft zullen worden.

Vooraf betaalde retributiën op private radio-ontvangtoestellen.

Het fonds onder artikel 864 bezit 700 miljoen bij het begin van het jaar, het boekt 300.000 frank aan ontvangsten en 300.000 frank aan uitgaven, en er blijft een saldo van 700 miljoen op 31 December 1955.

Op een verzoek om inlichtingen antwoordde de Minister van Verkeerswezen wat volgt :

« De opbrengst van de retributiën op de radio-ontvangtoestellen wordt geboekt op de Rijksmiddelenbegroting (art. 102/1).

» Vele houders van ontvangtoestellen storten hun retributie evenwel vóór 1 Januari van het dienstjaar waarop zij betrekking heeft.

» Aangezien het niet mogelijk is deze regelmatig aan te rekenen bij de storting, heeft het Rekenhof voorgeschreven ze op de Begroting voor Orde te boeken, in afwachting van de opening van het dienstjaar.

» Zodra het dienstjaar geopend is, worden de sommen van de Begroting voor Orde overgeschreven op de Rijksmiddelenbegroting.

» Het bezit van het fonds op 1 Januari 1955 vertegenwoordigt het totaal van de in 1954 gestorte retributiën voor 1955, terwijl het saldo op 31 December 1955 een raming is van de stortingen die in de loop van dit jaar voor 1956 zullen verricht worden.

» De 300.000 frank aan geraamde ontvangsten gedurende het dienstjaar betreffen stortingen die geen definitieve bestemming kunnen krijgen op het ogenblik van de inning.

» Zoals uit het bovenstaande blijkt is dit artikel in feite een overgangsrekening.

Voorschotten van de Koloniale Schatkist.

De Commissie heeft uitvoerige inlichtingen gevraagd over de voorschotten van de Koloniale Schatkist, waarvan sprake in artikel 972/2.

Réponse.

Le Ministère des Colonies a estimé que, par suite de l'extension de ses services, due en ordre principal à l'essor de la Colonie, et qui avait nécessité la location de divers nouveaux bâtiments, il devenait absolument indispensable de prendre au plus tôt des mesures en vue de regrouper son personnel dans un nouveau complexe à construire à cet effet.

Tenant compte des difficultés du Trésor belge, auquel il incombait de couvrir le coût de la construction envisagée par imputation sur le Budget extraordinaire de la Métropole, le Ministère des Colonies proposa un plan de financement, d'après lequel le Congo prêterait les fonds nécessaires à la Belgique.

Le Gouvernement précédent a adopté cette formule, et celle-ci fit l'objet d'une Convention intervenue le 21 septembre 1953 entre l'Etat belge, représenté par M. Janssen, Ministre des Finances, et le Congo belge, représenté par M. Dequae, Ministre des Colonies.

En exécution de cette Convention, le Trésor belge a reçu jusqu'ici les sommes suivantes :

Le 2 janvier 1954	40 millions de fr.
le 30 juin 1954	37,5 millions de fr.
le 31 décembre 1954 . . .	30 millions de fr.

Les intérêts du prêt colonial sont payés à charge du budget de la Dette publique ; une ordonnance de fr. 2.926.388,90 a été soumise à la Cour des Comptes le 21 janvier 1955 en vue du règlement des intérêts dus à l'échéance du 31 décembre 1954.

Un arrêté royal du 21 septembre 1953 a autorisé le Ministre des Finances à contracter le prêt dont question ci-avant.

Nous donnons ci-après copie de la convention intervenue ; quant à l'arrêté royal dont il est question, il règle l'exécution de la dite convention. A titre documentaire, la Commission a estimé utile d'insérer le tableau d'amortissement.

*
**

Texte de la Convention

Entre :

l'Etat belge, représenté par M. A.-E. Janssen, Ministre des Finances, d'une part

et

le Congo belge, représenté par M. A. Dequae, Ministre des Colonies, d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Antwoord.

Het Ministerie van Koloniën heeft geoordeeld dat, ingevolge de uitbreiding van zijn diensten, die in hoofdzaak te wijten is aan de snelle ontwikkeling van de Kolonie en die het huren van verschillende nieuwe gebouwen vereiste, het volstrekt noodzakelijk werd zo spoedig mogelijk maatregelen te nemen met het oog op het samenbrengen van het personeel in een daarvoor te bouwen nieuw complex.

Rekening houdende met de moeilijkheden van de Belgische Schatkist, op welke het dekken van de kostprijs van de in overweging genomen bouw rustte door aanrekening op de Buitengewone Begroting van het Moederland, stelde het Ministerie van Koloniën een financieringsplan voor, volgens hetwelk Congo de nodige fondsen aan België zou lenen.

De voorgaande Regering heeft deze formule aangenomen, en deze maakte het voorwerp uit van een Overeenkomst afgesloten op 21 September 1953 tussen de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de h. Janssen, Minister van Financiën, en Belgisch-Congo, vertegenwoordigd door de h. Dequae, Minister van Koloniën.

Ter uitvoering van deze Overeenkomst, heeft de Belgische Schatkist vooralsnog volgende sommen ontvangen :

Op 2 Januari 1954	40 miljoen fr.
op 30 Juni 1954	37,5 miljoen fr.
op 31 December 1954 . . .	30 miljoen fr.

De interesten van de koloniale lening worden ten laste van de Rijksschuldbegroting betaald, een betalingsorder van fr. 2.926.388,90 werd op 21 Januari 1955 aan het Rekenhof voorgelegd met het oog op de verrekening van de op de vervaldag van 31 December 1954 verschuldigde interesten.

Een koninklijk besluit van 21 September 1953 heeft de Minister van Financiën gemachtigd, de lening waarvan sprake hiervoren af te sluiten.

Wij drukken hierna de overeenkomst af ; het bewuste koninklijk besluit regelt de tenuitvoerlegging van de overeenkomst. De Commissie heeft het nuttig geacht, ter voorlichting ook de delgingstabel op te nemen.

*
**

Tekst van de Overeenkomst

Tussen :

de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de h. A.-E. Janssen, Minister van Financiën, enerzijds,

en

Belgisch-Congo, vertegenwoordigd door de h. A. Dequae, Minister van Koloniën, anderzijds,

is overeengekomen wat volgt :

Article premier.

Le Congo belge prêtera à l'Etat belge, à concurrence d'un montant maximum de deux cents millions de francs, les fonds nécessaires au financement de la construction d'un complexe destiné aux services administratifs du Ministère des Colonies et de l'Ecole Coloniale, avenue Louise, à Bruxelles.

Article 2.

Les fonds prêtés par le Congo belge seront versés par tranches dans la Caisse de l'Etat, dans les quinze jours de la demande à formuler par le Ministre des Finances.

Les versements s'effectueront en principe le dernier jour de chaque semestre, par sommes rondes exprimées en millions de francs, de manière à assurer la couverture jusqu'à la fin du semestre suivant du montant présumé des dépenses qu'entraînera la construction du complexe visé à l'article premier.

Article 3.

Les versements qu'effectuera le Congo belge conformément à l'article 2, seront portés par le Ministre des Finances au crédit d'un compte courant et d'intérêts, qu'il ouvrira au nom du Trésor colonial.

Les sommes créditées à ce compte seront productives d'intérêt au taux de 5 p. c. l'an, à partir du lendemain de la date de versement.

Cet intérêt sera arrêté le 31 décembre de chaque année et payé au Trésor colonial au cours du mois de janvier suivant.

Pour le calcul des intérêts, l'année comporte 360 jours, les mois étant comptés pour 30 jours.

Article 4.

Les avances du Congo belge cesseront dès qu'auront été prélevés, dans les limites fixées à l'article 1^{er}, les fonds nécessaires à la construction du complexe visé à cet article.

Le montant total des fonds avancés sera remboursé au Trésor colonial en quinze annuités constantes, calculées au taux de 5 p. c. l'an, conformément au tableau ci-joint.

Les annuités indiquées à ce tableau seront payables le 31 décembre de chaque année et pour la première fois le 31 décembre de la seizième année qui suit celle au cours de laquelle la première écriture aura été portée au compte courant visé à l'article 3.

L'Etat belge aura la faculté de rembourser anticipativement à tout moment la dette qu'il aura contractée envers le Congo belge en vertu de la présente convention, moyennant préavis d'un mois au Ministre des Colonies et paiement des intérêts *prorata temporis* courus, calculés à 5 p. c. l'an.

Eerste artikel.

Belgisch-Congo zal aan de Belgische Staat, tot beloop van een maximumbedrag van tweehonderd miljoen frank, de benodigde gelden lenen voor de financiering van de bouw van een complex, bestemd voor de administratieve diensten van het Ministerie van Koloniën en de Koloniale School, aan de Louisalaan, te Brussel.

Artikel 2.

De door Belgisch-Congo geleende gelden zullen bij gedeelten in 's Rijks Schatkist worden gestort binnen vijftien dagen na het desbetreffend verzoek van de Minister van Financiën.

De stortingen zullen in beginsel worden verricht op de laatste dag van elk halfjaar, bij afgeronde bedragen uitgedrukt in miljoenen franken, ter dekking tot het einde van het volgende halfjaar van het vermoedelijk bedrag der uitgaven voor de bouw van het in artikel 1 bedoelde complex.

Artikel 3.

De stortingen, die Belgisch-Congo overeenkomstig artikel 2 zal verrichten, zullen door de Minister van Financiën worden gecrediteerd op een rekening-courant, die hij ten name van de Koloniale Schatkist zal openen.

De op deze rekening gecrediteerde sommen dragen een rente van 5 pct. 's jaars, met ingang van de dag na die van de storting.

Deze rente wordt op 31 December van elk jaar vastgesteld en aan de Koloniale Schatkist afgedragen in de loop van de eerstvolgende maand Januari.

Voor de berekening van de rente telt het jaar 360 dagen en elke maand 30 dagen.

Artikel 4.

De voorschotten van Belgisch-Congo nemen een einde zodra de benodigde gelden voor de bouw van het in artikel 1 bedoelde complex, binnen de in dat artikel gestelde grenzen, zijn opgenomen.

Het totale bedrag van de voorgeschoten gelden zal aan de Koloniale Schatkist worden terugbetaald in vijftien vaste annuïteiten, berekend tegen de voet van 5 pct. 's jaars, overeenkomstig bijgaande tabel.

De in deze tabel bepaalde annuïteiten zijn betaalbaar de 31^e December van elk jaar en voor de eerste maal op 31 December van het zestiende jaar na dat waarin de eerste verrichting op de in artikel 3 bedoelde rekening-courant werd geboekt.

De Belgische Staat kan de schuld, die hij krachtens deze overeenkomst jegens Belgisch-Congo aangaat, te allen tijde vervroegd terugbetalen mits hiervan een maand vooraf aan de Minister van Koloniën kennis wordt gegeven en de verschenen renten, berekend tegen 5 pct. 's jaars, *prorata temporis* worden betaald.

Article 5.

Au cas où les fonds levés par l'Etat belge n'atteindraient pas le montant fixé à l'article 1^{er}, un nouveau tableau d'amortissement serait établi conformément aux règles déterminées à l'article 4.

Fait en double à Bruxelles, le 21 septembre 1953.

Tableau d'amortissement.

Reste à rembourser — Nog terug te betalen		Charges à payer — Te betalen lasten		
au début de la — bij de aanvang van het	Montant — Bedrag	à la fin de la — op het einde van het	Remboursement — Terugbetaling	Intérêt 5 % — Rente 5 %
1 ^e année — jaar	200.000.000	1 ^e année — jaar	9.270.000	10.000.000
2 ^e année — jaar	190.730.000	2 ^e année — jaar	9.730.000	9.536.500
3 ^e année — jaar	181.000.000	3 ^e année — jaar	10.220.000	9.050.000
4 ^e année — jaar	170.780.000	4 ^e année — jaar	10.730.000	8.539.000
5 ^e année — jaar	160.050.000	5 ^e année — jaar	11.260.000	8.002.500
6 ^e année — jaar	148.790.000	6 ^e année — jaar	11.830.000	7.439.500
7 ^e année — jaar	136.960.000	7 ^e année — jaar	12.420.000	6.848.000
8 ^e année — jaar	124.540.000	8 ^e année — jaar	13.050.000	6.227.000
9 ^e année — jaar	111.490.000	9 ^e année — jaar	13.690.000	5.574.500
10 ^e année — jaar	97.800.000	10 ^e année — jaar	14.380.000	4.890.000
11 ^e année — jaar	83.420.000	11 ^e année — jaar	15.100.000	4.171.000
12 ^e année — jaar	68.320.000	12 ^e année — jaar	15.850.000	3.416.000
13 ^e année — jaar	52.470.000	13 ^e année — jaar	16.640.000	2.623.500
14 ^e année — jaar	35.830.000	14 ^e année — jaar	17.480.000	1.791.500
15 ^e année — jaar	18.350.000	15 ^e année — jaar	18.350.000	917.500

*
**

Après discussion en Commission, il a été demandé pour quelles raisons le Gouvernement a eu recours à un emprunt de 200 millions, affecté à cette réalisation déterminée, plutôt que de recourir aux ressources générales du budget extraordinaire, formule qui motive l'intervention du budget pour Ordre.

La question se pose d'autant plus que l'intérêt de 5 p. c. dépasse l'intérêt normal, qui est de 4 1/2 et même moins.

Artikel 5.

Mochten de door de Belgische Staat opgenomen gelden het in artikel 1 bepaalde bedrag niet bereiken, dan wordt een nieuwe delgingstabel vastgesteld overeenkomstig de regelen, vervat in artikel 4.

In tweevoud opgemaakt te Brussel, op 21 September 1953.

Delgingstabel.

*
**

Na bespreking in de Commissie, werd er gevraagd waarom de Regering voor dit bepaald werk niet uit de algemene inkomsten van de buitengewone begroting geput heeft in plaats van een lening van 200 miljoen frank aan te gaan en deze op de begroting voor Orde te brengen.

Dit is des te meer de vraag daar de rente van 5 pct. hoger is dan de normale rente, die 4,5 pct. en minder bedraagt.

Quels sont les acquisitions et travaux effectués jusqu'à présent, à charge de ce fonds en indiquant pour chacun d'eux le prix payé et le montant présumé de la dépense.

Il a été répondu :

Le Ministère des Finances estimait ne pouvoir majorer du montant nécessaire à financer cet immeuble, les recours du Trésor au marché public des capitaux.

C'est ainsi que le Trésor colonial a offert au Trésor belge un prêt direct de 200 millions de francs.

Vu l'époque (septembre 1953) et la durée du prêt (30 ans), le taux de 5 p. c. l'an ne paraît pas exagéré.

Les acquisitions et travaux sont payés à charge des crédits prévus à cet effet au budget extraordinaire, et non pas par imputation sur l'article 972/2 du budget pour Ordre, lequel constitue pratiquement une subdivision de l'article 972/1 du même budget (Encaissement et remboursement du produit de l'émission de certificats de trésorerie).

A la fin de chaque semestre le Trésor colonial verse au crédit de l'article 972/2 une provision, calculée de manière à porter l'avoir de cet article à une somme égale au montant total présumé, qu'atteindront à la fin du semestre suivant les dépenses entraînées par la construction du complexe colonial ; quand cette construction sera terminée, l'avoir final de l'article 972/2 sera transféré en recette au budget extraordinaire, et l'amortissement du montant total qu'auront atteint les avances du Trésor colonial s'effectuera conformément à l'article 4 de la Convention intervenue à ce sujet le 21 septembre 1953 entre le Ministre des Finances et le Ministre des Colonies.

En ce qui concerne les acquisitions et les travaux effectués jusqu'à présent dans le cadre de la construction du complexe dont il s'agit, le Ministère des Finances ne connaît, d'après les renseignements qu'il reçoit du Ministère des Travaux publics en vue de l'application de la Convention du 21 septembre 1953, que le montant présumé qu'atteindront les dépenses au 30 juin 1955 : 107.500.000 francs.

L'article 489-3° du budget extraordinaire de 1954 comprend un sous-crédit de 125 millions de francs pour le complexe de l'avenue Louise. Aucun crédit n'est prévu en 1955. Le crédit de 683 millions prévu au 3° de l'article 489 de 1954 a été engagé à concurrence de 512.180.000 francs.

Commentaire.

Un des principes fondamentaux du droit budgétaire belge est la non-affectation des recettes.

Welke aankopen en werken zijn tot nog toe ten bezware van dit fonds verricht, met opgave van de betaalde prijs en het vermoedelijk bedrag van de uitgave per object.

Hierop is het volgende geantwoord :

Het Ministerie van Financiën achtte het beroep van de Schatkist op de openbare kapitaalmarkt niet te kunnen verhogen met het nodig bedrag tot financiering van dit gebouw.

Zo komt het dat de Koloniale Schatkist de Belgische Schatkist een rechtstreekse lening van 200 miljoen frank aangeboden heeft.

Gelet op het tijdstip (September 1953) en de looptijd van de lening (30 jaar), lijkt de rentevoet van 5 pct. 's jaars niet overdreven.

De aankopen en werken worden betaald ten bezware van te dien einde op de Buitengewone Begroting uitgetrokken kredieten, en niet door aanrekening op artikel 972/2 van de Begroting voor Orde, dat feitelijk een onderverdeling uitmaakt van artikel 972/1 van dezelfde begroting (Inkassering en terugbetaling van de opbrengst van de uitgifte van Schatkistcertificaten).

Op het einde van elk halfjaar stort de Koloniale Schatkist op artikel 972/2 een provisie, berekend om het actief van dit artikel op een som te brengen gelijk aan het totale vermoedelijke bedrag, welke de uitgaven voor de bouw van het koloniale complex op het einde van het volgende halfjaar zullen bereiken ; wanneer dit bouwwerk zal beëindigd zijn, zal het eindactief van artikel 972/2 als ontvangst overgeschreven worden op de Buitengewone Begroting, en de aflossing van het totale bedrag, dat de voorschotten van de Koloniale Schatkist zullen bereikt hebben, zal geschieden overeenkomstig artikel 4 van de hieromtrent op 21 September 1953 gesloten Overeenkomst tussen de Minister van Financiën en de Minister van Koloniën.

Wat betreft de aankopen en de werken tot heden gedaan in het raam van de oprichting van het gebouwencomplex, is het Ministerie van Financiën, volgens de inlichtingen welke het ontvangt van het Ministerie van Openbare Werken met het oog op de toepassing van de Overeenkomst van 21 September 1953, slechts op de hoogte van het vermoedelijk bedrag dat de uitgaven op 30 Juni 1955 zullen bereiken : 107.500.000 frank.

Artikel 489-3° van de buitengewone begroting voor 1954 bevat een subkrediet van 125 miljoen frank voor het gebouwencomplex aan de Louisalaan. Geen krediet is uitgetrokken in 1955. Het krediet van 683 miljoen onder 3° van artikel 489 van 1954 werd vastgelegd ten bedrage van 512.180.000 frank.

Commentaar.

Het is een grondregel van het Belgisch begrotingsrecht dat aan de ontvangsten geen bestemming wordt gegeven.

L'emprunt contracté en vue de financer la construction d'un immeuble pour le Ministère des Colonies déroge à cette règle. Il est dès lors assez étonnant de relever pareille dérogation pour la somme de 200 millions de francs, que le Gouvernement de l'époque aurait pu trouver dans les produits du budget général.

Le Gouvernement venait de contracter un emprunt en mai 1953 (A.R. 12 mai 1953) et un autre emprunt en septembre 1953 (A.R. 28 septembre 1953) respectivement à 20 et à 15 ans au taux de 4,5 p.c. Il aurait suffi de majorer le montant de l'un de ces emprunts à concurrence de 200 millions pour éviter les complications d'écritures que l'on relève maintenant.

Nous constatons pour le surplus qu'il n'est pas répondu aux deux dernières questions.

*
**

Nous donnons en annexe au rapport, à titre de documentation, l'état de la liquidation de la Banque d'émission.

Les opérations relatives au budget à l'examen sont évaluées à 1.494.912.093.000 francs pour les recettes et à 1.490.640.047.000 francs pour les dépenses.

La Commission l'a adopté par 10 voix contre 6.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,
A. DOUTREPONT.

Le Président,
P. DE SMET.

De lening ter financiering van een gebouwencomplex voor het Ministerie van Koloniën wijkt van deze regel af. Het is derhalve nogal verwonderlijk zulk een afwijking vast te stellen voor het bedrag van 200 miljoen frank, dat de toenmalige Regering in de algemene begroting had kunnen vinden.

De Regering had pas een lening aangegaan in Mei 1953 (K.B. 12 Mei 1953) en een in September 1953 (K.B. 28 September 1953), met een looptijd van respectievelijk 20 en 15 jaar, tegen 4,5 pct. Het had volstaan het bedrag van één van beide leningen met 200 miljoen te verhogen om de verwikkelingen te vermijden, die nu aan het licht treden.

Bovendien stellen wij vast dat op de laatste twee vragen niet werd geantwoord.

*
**

Als bijlage tot dit verslag geven wij, ter voorlichting, de stand van de vereffening der Emissiebank.

De verrichtingen in verband met de behandelde begroting zijn geraamd op 1.494.912.093.000 frank aan ontvangsten en 1.490.640.047.000 frank aan uitgaven.

De begroting is met 10 tegen 6 stemmen aangenomen.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
A. DOUTREPONT.

De Voorzitter,
P. DE SMET.

ANNEXE

ETAT DE LA LIQUIDATION DE LA BANQUE D'EMISSION.

La Banque d'Emission a été mise en liquidation par la loi du 22 juillet 1952. Les liquidateurs procèdent à cette liquidation selon les directives de la loi.

I. — *Opérations exécutées pour compte du Trésor.*

Ces opérations sont relatives :

1° à la liquidation des clearings concernant des pays avec lesquels des accords bilatéraux ont été conclus par le Gouvernement. Il s'agit de l'exécution des accords conclus avec la Suisse, la France, la Hollande, la Suède, le Danemark et la Norvège. La liquidation de la banque est chargée de régler, selon les conditions particulières de chacun de ces accords, les créances admissibles. Par suite de ces règlements effectués à l'aide des crédits ouverts à la Trésorerie par les lois budgétaires, l'Etat est substitué dans les comptes de la liquidation aux créanciers de ces divers clearings.

Au 31 décembre 1954, l'Etat est créancier de ce chef de fr. 318.787.362,95.

2° à l'exécution de l'article 14 de la loi du 22 juillet 1952.

Cette disposition prévoit qu'en ce qui concerne les chèques, accreditifs et comptes courants, l'Etat en prend à sa charge le règlement intégral et est substitué dans les dites créances vis-à-vis de la Banque d'Emission. Les liquidateurs ont, en conséquence, examiné ces créances et les ont admises dans la mesure où les prescriptions de la loi les y autorisaient.

A la date du 31 décembre 1954, sur un total de 316 créances introduites, 286 ont été admises pour un montant de fr. 38.275.083,80 ; 20 ont été rejetées. Dix déclarations restent en suspens, l'instruction n'ayant pu être terminée.

Du chef de ces opérations, l'Etat est créateur de fr. 38.170.022,48 par suite des règlements intervenus jusqu'à présent.

3° à l'exécution de l'article 13 de la loi du 22 juillet 1952.

Cette disposition règle le sort des certificats émis sous l'occupation par la Banque d'Emission.

Les liquidateurs procèdent à l'examen des déclarations introduites et valident l'échange de ces certificats contre des certificats du Trésor, en appliquant les prescriptions générales de la loi.

BIJLAGE

STAND VAN DE VEREFFENING VAN DE EMISSIEBANK.

De Emissiebank werd in vereffening gesteld bij de wet van 22 Juli 1952. De vereffenaars doen deze vereffening volgens de richtlijnen van de wet.

I. — *Verrichtingen voor rekening van de Schatkist.*

Deze verrichtingen betreffen :

1° de vereffening van de clearings aangaande de landen waarmee bilaterale akkoorden gesloten zijn door de Regering. Het gaat om de uitvoering van de akkoorden met Zwitserland, Frankrijk, Nederland, Zweden, Denemarken en Noorwegen. De vereffening van de Bank is ermee belast de aanvaardbare schuldvorderingen te regelen volgens de bijzondere voorwaarden van elk dezer akkoorden. Ingevolge deze betalingen, met behulp van kredieten, geopend bij de Schatkist door de begrotingswetten, wordt de Staat in de rekeningen van de vereffening in de plaats gesteld van de schuldeisers van deze verscheidene clearings.

Op 31 December 1954 is de Staat uit dien hoofde schuldeiser van fr. 318.787.362,95.

2° ter uitvoering van artikel 14 van de wet van 22 Juli 1952.

Dit artikel bepaalt, wat de checks, accreditieven en rekeningen-courant betreft, dat de Staat er de volledige betaling van op zich neemt en voor dat bedrag schuldeiser wordt van de Emissiebank. Dienvolgens hebben de vereffenaars deze schuldvorderingen onderzocht en ze aanvaard in zoverre de voorschriften van de wet hen daartoe machtigden.

Op 31 December 1954 waren er op een totaal van 316 ingediende schuldvorderingen 286 aangenomen voor een bedrag van fr. 38.275.083,80 ; 20 werden er afgewezen. Tien aangiften blijven hangende, aangezien het onderzoek niet kon afgehandeld worden.

Uit hoofde van deze verrichtingen is de Staat crediteur voor fr. 38.170.022,48 ingevolge betalingen tot nog toe gedaan.

3° ter uitvoering van artikel 13 van de wet van 22 Juli 1952.

Deze bepaling regelt het lot van de certificaten door de Emissiebank uitgegeven tijdens de bezetting.

De vereffenaars houden zich bezig met het onderzoek van de ingediende aangiften en maken de omwisseling geldig van deze certificaten tegen de certificaten van de Schatkist, met toepassing van de algemene voorschriften van de wet.

Au 31 décembre 1954, sur un total de 1.727 déclarations introduites et portant sur un montant de 383.800.000 francs, 931 déclarations ont été validées pour un montant de 274.644.000 francs ; 52 déclarations ont été rejetées pour 15.700.000 francs. En conséquence, il reste à examiner 714 déclarations de créance portant sur un montant de 86.200.000 francs.

II. — Opérations effectuées pour compte propre de la liquidation.

1° Opérations en exécution de l'article 7 de la loi.

Cette disposition prévoit l'admission au passif des versements effectués à la banque en vue de leur transfert en clearing et dont le dit transfert n'a pu être exécuté.

Environ 750 déclarations ont été introduites de ce chef pour un montant d'environ 70 millions. Un montant correspondant a été, d'autre part, revendiqué par l'Office des Séquestres comme lui revenant en vertu des dispositions de la loi sur les séquestres. Un accord est intervenu stipulant que les déclarants peuvent céder leur créance sur la Banque d'Emission à l'Office des Séquestres, moyennant leur libération, tant vis-à-vis de l'Office que de leurs créanciers allemands.

Au 31 décembre 1954, 257 déclarations de créance pour un montant de fr. 11.247.552,87 avaient été admises en faveur de l'Office des Séquestres, entraînant le retrait de 237 déclarations particulières.

2° Opérations en exécution de l'article 6 de la loi.

Cette disposition prévoit l'admission au passif des transferts par clearing, dont la banque a été avisée avant le 3 septembre 1944, mais restés en suspens à cette date.

De ce chef, 2.230 déclarations visant notamment les clearings allemand, italien, bulgare, roumain et finlandais, ont été introduites pour un montant d'environ 431 millions. Parmi ces déclarations, plus d'un millier visent des transferts financiers qui sont exclus du passif en vertu des dispositions de l'article 9, 4°.

Au 31 décembre 1954, les liquidateurs avaient admis 63 déclarations pour environ 9 millions, et rejeté 98 déclarations pour environ 18 millions. Les rejets ont été décidés et signifiés conformément aux dispositions des articles 8 et 9 de la loi.

SITUATION COMPTABLE DE LA LIQUIDATION.

Cette situation ressort du tableau inséré à la page 21 et commenté ci-dessous :

Op 31 December 1954 waren er op een totaal van 1.727 ingediende schuldvorderingen, ten belope van 383.800.000 frank, 931 aangiften gevalideerd voor een bedrag van 274.644.000 frank, 52 aangiften werden afgewezen voor 15.700.000 frank. Bijgevolg blijven er 714 aangiften van schuldvordering te onderzoeken, die betrekking hebben op een bedrag van 86.200.000 frank.

II. — Verrichtingen voor eigen rekening van de vereffening.

1° Verrichtingen ter uitvoering van artikel 7 van de wet.

Deze bepaling voorziet in de aanvaarding op het passief van de stortingen aan de bank gedaan met het oog op hun overdracht in clearing die niet konden overgedragen worden.

Ongeveer 750 aangiften werden om die reden ingediend voor een bedrag van nagenoeg 70 miljoen. Een overeenkomstig bedrag werd anderzijds opgevorderd door de Dienst van het Sekwester als hem toekomende krachten de bepalingen van de wet op het Sekwester. Een akkoord werd gesloten, waarbij bedongen werd dat de declaranten hun schuldvordering op de Emissiebank kunnen afstaan aan de Dienst van het Sekwester, mits hun vrijmaking zowel ten opzichte van de Dienst als tegenover hun Duitse schuldeisers.

Op 31 December 1954 waren er 257 aangiften van schuldvordering aangenomen voor een bedrag van fr. 11.247.552,87 in het voordeel van de Dienst van het Sekwester, wat de intrekking van 237 particuliere aangiften meebracht.

2° Verrichtingen ter uitvoering van artikel 6 der wet.

Deze bepaling voorziet in de aanvaarding op het passief van de clearing-transfers, waarvan de bank vóór de 3^e september 1944 werd verwittigd, maar die tot op deze datum hangend zijn gebleven.

Uit dien hoofde werden er 2.230 aangiften ingediend, die onder meer de Duitse, Italiaanse, Bulgaarse, Roemeense en Finse clearing betreffen, voor een bedrag van ongeveer 431 miljoen. Meer dan duizend van deze aangiften betreffen financiële overdrachten welke van het passief uitgesloten zijn krachtens de bepalingen van artikel 9, 4°.

Op 31 December 1954 hadden de vereffenaars 63 aangiften aanvaard voor ongeveer 9 miljoen en 98 aangiften afgewezen voor ongeveer 18 miljoen. De afwijzingen werden beslist en betekend overeenkomstig de artikelen 8 en 9 van de wet.

ACTIEF EN PASSIEF VAN DE VEREFFENING.

Deze toestand blijkt uit de tabel van blz. 21, waarvan de commentaar hierna volgt.

ACTIF.

<i>Disponible</i> fr.	108.598.552,11
<i>Réalisable</i>	1.164.000.000,—

Il s'agit des certificats délivrés par le Trésor lors de l'échange des francs français et des florins Pays-Bas, en possession de la Banque à la libération.

<i>Paievements effectués pour compte du Trésor</i>	39.652.439,03
--	---------------

a) *Exécution de l'accord bilatéral belgo-norvégien.*

Ce montant doit être incessamment versé par le Trésor :

Fr. 1.482.416,55

b) *Exécution de l'article 14 de la loi.*

Il s'agit des montants payés par la liquidation pour compte de l'Etat et dont on trouve la contrepartie au passif admis. . . fr. 38.170.022,48

<i>Extourne « France »</i>	37.377.330,—
--------------------------------------	--------------

Il s'agit d'un montant dont le Gouvernement français est débiteur par suite de l'exécution de l'accord bilatéral de clearing.

<i>Matériel et mobilier</i>	769.355,30
---------------------------------------	------------

<i>Frais à récupérer</i>	606.451,00
------------------------------------	------------

Frais à rembourser par le Comité de liquidation des organismes de guerre au titre notamment d'utilisation de locaux communs.

PASSIF.

<i>Capital</i> fr.	150.000.000,00
------------------------------	----------------

Il est rappelé que les actionnaires ont intégralement payé les montants souscrits conformément à l'article 17 de la loi.

Passif admis au 31 décembre 1954.

Etat :

a) <i>Créance de l'Office des Chèques Postaux</i>	1.864.851.589,05
---	------------------

admise au passif en vertu de l'article 11 de la loi.

ACTIEF.

<i>Beschikbaar gedeelte</i> fr.	108.598.552,11
<i>Vlottende middelen</i>	1.164.000.000,00

Het gaat om de certificaten afgeleverd door de Schatkist bij de omwisseling van de Franse franken en de Nederlandse guldens, die bij de bevrijding in het bezit waren van de Emissiebank.

<i>Betalingen voor rekening van de Schatkist</i>	39.652.439,03
--	---------------

a) *Uitvoering van het bilateraal akkoord tussen België en Noorwegen.*

Dit bedrag moet eerstdaags gestort worden door de Schatkist :

Fr. 1.482.416,55

b) *Uitvoering van artikel 14 der wet.*

Het gaat om de bedragen betaald door de vereffening voor rekening van de Staat en waarvan men de tegenwaarde vindt in het aangenomen passief : Fr. 38.170.022,48

<i>Terugboeking « Frankrijk »</i>	37.377.330,—
---	--------------

Het gaat om een bedrag waarvan de Franse Regering debiteur is ingevolge de uitvoering van het bilateraal clearing-akkoord.

<i>Materieel en mobilaar</i>	769.355,30
--	------------

<i>Terug te vorderen kosten</i>	606.451,—
---	-----------

Kosten door het Vereffeningscomité van de oorlogsorganismen terug te storten, o.m. uit hoofde van de aanwending van gemeenschappelijke lokalen.

PASSIEF.

<i>Kapitaal</i> fr.	150.000.000,—
-------------------------------	---------------

Er wordt aan herinnerd dat de aandeelhouders volledig de bedragen betaald hebben die werden ingeschreven overeenkomstig artikel 17 van de wet.

Passief aangenomen op 31 December 1954.

Staat :

a) <i>Schuldvordering van het Post-checkbestuur</i>	1.864.851.589,05
---	------------------

op het passief ingeschreven krachtens artikel 11 van de wet.

b) *Exécution des accords bilatéraux* 318.787.362,95

L'Etat ayant pris à sa charge le règlement de ces créances se trouve subrogé aux créanciers.

c) *Exécution de l'article 14 de la loi* 38.275.083,80

— créances réglées : 38.170.022,48
(voir contrepartie à l'actif).

— créances à régler : 105.061,32

Fr. 2.221.914.035,80

Autres créances 20.872.926,32

Il s'agit de créances, dès à présent, admises en vertu des articles 6 et 7 de la loi.

Fr. 2.242.786.962,12

De la situation comptable au 31 décembre 1954, il appert que l'actif total s'élève à environ 1.350 millions de francs, tandis que le passif *déjà reconnu* au 31 décembre 1954 est de 2.243 millions.

Le montant total revendiqué par les 3.310 déclarations restant encore à examiner s'élevant à 545 millions de francs, le passif maximum admissible peut être fixé à environ 2.788 millions de francs. Un certain nombre de déclarations devant être rejetées en vertu des dispositions de la loi, le dividende de liquidation sera de l'ordre de 50 p. c. du montant des créances admises (liquidation au marc le franc prévue à l'article 18 de la loi).

Il est permis de prévoir que les opérations de liquidation, sauf les litiges, seront terminés fin de l'année 1956.

b) *Uitvoering van de bilaterale akkoorden* 318.787.362,95

Aangezien de Staat de betaling van deze schuldvordering op zich heeft genomen, treedt hij in de plaats van de schuldeisers.

c) *Uitvoering van artikel 14 der wet* 38.275.083,80

— betaalde schuldvorderingen :
Fr. 38.170.022,48
(zie tegenwaarde in het actief)

— te betalen schuldvorderingen :
Fr. 105.061,32

Fr. 2.221.914.035,80

Andere schuldvorderingen 20.872.926,32

Het gaat om schuldvorderingen die nu reeds aangenomen zijn krachtens de artikelen 6 en 7 van de wet.

Fr. 2.242.786.962,12

Uit de stand van actief en passief op 31 December 1954 blijkt dat het totaal actief ongeveer 1.350 miljoen frank belooft, terwijl het *reeds erkende* passief op 31 December 1954 2.243 miljoen bedraagt.

Aangezien het totaal gevorderde bedrag voor de 3.310 aangiften, die nog moeten onderzocht worden, 545 miljoen frank bedraagt, kan het maximum van het aanvaardbaar passief worden bepaald op nagenoeg 2.788 miljoen frank. Vermits een aantal aangiften moet verworpen worden krachtens de bepalingen van de wet, zal het vereffendingsdividend ca. 50 pct. zijn van het bedrag der aangenomen schuldvorderingen (pondsgewijze vereffening bepaald in artikel 18 van de wet).

Men mag verwachten dat de vereffening, op de geschillen na, zal afgelopen zijn tegen het einde van 1956.

BANQUE D'EMISSION (en liquidation)

SITUATION AU 31 DECEMBRE 1954

ACTIF		
Disponible		108.598.552,11
Banque, Chèques Postaux, Caisse		107.578.106,76
Or et devises		1.020.445,35
Réalisable : Certificats de Trésorerie non productifs d'intérêts		1.164.000.000,00
Divers		78.405.575,33
Paiements effectués pour compte du Trésor		39.652.439,03
Clearing belgo-norvégien		1.482.416,55
Article 14 de la loi		38.170.022,48
Extournes « France »		37.377.330,00
Mobilier et Matériel		769.355,30
Frais à récupérer		606.451,00
Excédent du passif sur l'actif (1)		1.041.782.834,68
PASSIF		2.392.786.962,12
Capital		150.000.000,00
Passif reconnu au 31 décembre 1954		2.242.786.962,12
Etat :		
Créance Office Chèques Postaux (article 14 de la loi)		1.864.851.589,05
Trésor Public : Exécution des accords de clearing bilatéraux		318.787.362,95
Créances réglées (art. 14 de la loi)		38.170.022,48
Créances article 14 admises et non réglées		105.061,32
Autres créanciers		2.221.914.035,80
		20.872.926,32
		2.392.786.962,12

(1) Cet excédent sera augmenté du montant des créances qui seront encore admises par les liquidateurs. Au 31 décembre 1954, il reste, en effet, 3.310 déclarations de créance à examiner, pour un montant global de 545 millions de francs.

EMISSIEBANK (in vereffening)

STAND OP 31 DECEMBER 1954

ACTIEF		
Beschikbaar gedeelte		108.598.552,11
Bank, Postchecks, Kas		107.578.106,76
Goud en deviezen		1.020.445,35
Vlottende middelen : Renteloze Schatkistcertificaten		1.164.000.000,00
Diversen		78.405.575,33
Betalingen voor rekening van de Schatkist		39.652.439,03
Clearing België-Noorwegen		1.482.416,55
Artikel 14 van de wet		38.170.022,48
Terugboekingen « Frankrijk »		37.377.330,00
Mobilair en Materieel		769.355,30
Terug te vorderen kosten		606.451,00
Excedent van, het passief op het actief (1)		1.041.782.834,68
PASSIEF		2.392.786.962,12
Kapitaal		150.000.000,00
Passief erkend op 31 December 1954		2.242.786.962,12
Staat :		
Schuldvordering Bestuur der Postchecks (artikel 14 van de wet)		1.864.851.589,05
Openbare Schatkist : Uitvoering van de bilaterale clearing-akkoorden		318.787.362,95
Betaalde schuldvorderingen (art. 14 van de wet)		38.170.022,48
Schuldvorderingen artikel 14 aangenomen en niet betaald		105.061,32
Andere schuldeisers		2.221.914.035,80
		20.872.926,32
		2.392.786.962,12

(1) Dit excedent zal verhoogd worden met het bedrag van de schuldvorderingen die nog zullen aangenomen worden door de vereffenaars. Op 31 December 1954 bleven er 3.310 aangiffen te onderzoeken voor een globaal bedrag van 545 miljoen frank.

Evolution des accords bilatéraux conclus par le gouvernement belge avec certains pays en vue de la liquidation des opérations de clearing restées en suspens au 2 septembre 1944.

Verloop van de bilaterale akkoorden gesloten door de Belgische regering met zekere landen ter vereffening van de clearing-verrichtingen die hangende gebleven waren op 2 September 1944.

Situation au 31 décembre 1954.

Stand op 31 December 1954.

PAYS	Dates de mise en application des accords — Data van inwerkingtreding van de akkoorden	Crédits mis à la disposition de la Trésorerie — Kredieten ter beschikking van de Thesaurie gesteld	Paiements effectués au 31-12-1954 — Betalingen gedaan op 31-12-1954	Reste à liquider au 31-12-1954 — Blijft te vereffenen op 31-12-1954	LAND
SUISSE :					(22)
créances nouvelles . . .	30-11-46	24.875.931,10	24.583.418,65	106.993,19	ZWITSERLAND : nouveaux schuldvorderingen
créances anciennes . . .	»	8.252,70	6.702,70	1.549,85	oude schuldvorderingen
FRANCE :					FRANKRIJK :
créances nouvelles . . .	9-4-47	170.000.000,00	135.910.591,36	13.133.404,83	nouveaux schuldvorderingen
HOLLANDE	28-5-49	143.000.000,00	106.210.264,31	8.750.154,91	NEDERLAND :
SUEDE :					ZWEDEN :
créances nouvelles . . .	25-3-47	3.480.864,05	3.463.757,75	17.138,15	nouveaux schuldvorderingen
créances anciennes . . .	»	1.274.889,10	1.255.313,05	19.576,05	oude schuldvorderingen
DANEMARK	31-10-47	7.426.667,45	6.840.117,65	18.870,40	DENEMARKEN :
NORVEGE	5-6-52	4.121.413,35	1.482.416,55	1.485,00	NOORWEGEN :
		354.188.017,75	279.752.582,02	22.049.172,38	